



Avant de commencer, il faut préciser les conditions dans lesquelles ce GT a été mis en place. Initialement prévu le 9 novembre, les documents – 77 pages – devaient être prêts, du moins en grande partie. Dès lors, pourquoi nous ont ils été envoyés encore une fois en limite de date ?

De plus, il a fallu une demi-journée d'échanges avec les services des ressources humaines pour obtenir des convocations conformes aux règles légales. Ces services sont débordés et on le comprend, car le manque d'effectif est partout.

On le mesure d'entrée : un des grands points d'achoppement est lié au facteur humain.

Les discours produits par les directions locales, tout comme les réalités connues par les agents, sont bien loin des chiffres froids et de la réalité policée déversée par les fiches proposées.

Il est incroyable de parler d'attractivité de la DGFiP dans une fiche de propagande après avoir

évoqué astreintes nouvelles, fermetures de services et reclassement de personnel sacrifié.

Il faut pousser le recrutement de fonctionnaires et rétablir des épreuves informatiques dans toutes les sélections professionnelles. Vous-même avez dit y être favorable.

Il faut arrêter le recrutement de contractuels et titulariser ceux qui sont actuellement dans nos services, de plus en plus fragilisés et précarisés. C'est une revendication profonde de la CGT.

Ces fiches sont l'occasion, au détour de chacune d'entre elles, de le rappeler.

Nous vous demandons aussi un état précis par résidence et services centraux du nombre de contractuels et de salariés prestataires.

Le sort réservé aux agents devient de plus en plus préoccupant, de plus en plus insupportable. Par exemple en cette période de crise, le télétravail ne résout pas tous les problèmes et en pose même de nouveaux, tels que dans le management. Certains agents en arrivent parfois même à télétravailler pour fuir leurs mauvaises conditions de travail.

Ces problèmes, liés aux conditions de travail qui se dégradent à tous points de vue, ne sont pas étrangers à une véritable chape de plomb – une omerta – qui s'abat sur la réalité de la vie dans les services. Ce GT n'aborde pas toutes les questions brûlantes, et minimise les autres.

 Omerta sur l'assistance : Pourquoi ignorer totalement le sort de l'assistance, alors même que nous savons que ce sujet vous préoccupe, puisque le Directeur général a organisé avant-hier une visioconférence nationale sur ce sujet ?

Pourquoi ignorer la charge de travail liée aux déploiements massifs d'ordinateurs portables ?

Pourquoi ignorer la charge de travail liée au NRP ? Certaines directions sortent un calendrier sans concertation avec leur ESI, de sorte que l'assistance se retrouve en difficulté dans sa mise en oeuvre. Les charges d'activité s'alourdissent tandis que le nombre d'agents diminue.

D'autre part, les priorités étant en changement perpétuel, on finit par voir que tout devient prioritaire. Le bon fonctionnement de l'assistance ne repose que sur la conscience professionnelle, la motivation et la résilience des équipes du terrain, dont le moral est au plus bas. Il est plus qu'urgent de saisir ce problème à bras le corps !

 Omerta sur les conséquences des fermetures de services : Pourquoi ne ressort-il pas des fiches que le reclassement des collègues dont les services ont fermé ne se passe parfois pas bien du tout ? C'était pourtant prévisible, nous l'avions annoncé, et il y avait parfois des solutions alternatives.

 Omerta sur l'exploitation traditionnelle fiscale : la migration vers ZOS du système Bull, en plus du fait qu'il n'est nullement prouvé qu'il soit optimal, montre des limites évidentes, comme le travail en double commande pour raison de sécurité et surtout de fragilité de la migration. Combien de temps les collègues auront-ils à tenir ?

Combien de temps faudra-t-il garder encore le système GCOS ?

Peut-on seulement nous dire si on est dans les temps pour migrer toutes ces applications ?

N'est-il pas temps d'arrêter ce gâchis humain et financier ?

 Omerta sur le remplacement de REC-MEN-RAR : se prépare-t-il dans de bonnes conditions ? Déjà reporté à 2024, est-il même nécessaire de le faire ?

Nous rappelons ici que GCOS est un pilier de notre système.

La CGT fait le constat que la filière de l'exploitation traditionnelle GCOS tient encore à bout de bras des piliers de notre maison (calcul des taxations IR/TH, SIR, comptabilité, pensions).

Il faut alerter fortement sur les risques encourus d'un effondrement de ce pilier sur lequel repose le coeur de métier de la DGFiP.

Par ailleurs, il est paradoxal que des agents travaillant sur REC-MEN-RAR et souhaitant muter se voient bloqués pour raison de service, alors qu'ils seront bientôt poussés dehors, comme ceux des ateliers d'ADO et d'éditiques…

 Omerta du côté de la caisse des dépôts et consignations : Concernant l'exploitation des pensions (PEZ), la DGFiP commence à travailler sur la transmission de cette mission à la CDC.

Aucune information ne filtre. Qu'en est-il à ce jour ? La CDC est-elle en capacité de prendre en charge pour 2023 cette mission, ou la date est-elle reculée ?

 Omerta locale sur la création d'un service à Montbard au 1er sept 2022 : Face aux élu-e-s des personnels, la direction locale affirme ne pas avoir le droit d'en parler avant que ce GT n'ait lieu. Pourtant, la Maire a reçu en grande pompe le ministre O.Dussopt (cf les articles de presses locales), dont on a parlé dans Ulysse national avec le guide sur l'appel national à candidature destinée à pourvoir des emplois en 2022. Évoqués de manière sibylline dans les fiches, les recrutements vont pouvoir se faire au grand jour, pour un travail à la chaîne à peine caché dans la fiche, sous la direction d'une DiSI qui n'emploiera même plus d'informaticiens. Il faut bien sous-payer les agents pour faire des économies…

 Omerta sur les locaux « libérés » (ici, il faut mettre beaucoup de guillemets) par la fermeture des services d'ADO et d'éditique :

Que vont devenir les locaux, notamment à Nemours, ESI pour lequel la DG a annoncé la reconstruction d'un bâtiment sur l'emprise actuelle, et dont nous sommes sans nouvelles ? Qu'en est-t-il ?

 Omerta sur les bugs qui sont intervenus cet été : Est-ce le début de problèmes plus avérés, comme lorsqu'un château de carte s'écroule à force de l'avoir fragilisé ?

Ou bien n'est-ce qu'un épiphénomène sans conséquence ? Ce GT semble n'aborder des questions que pour mieux en masquer d'autres.

La CGT Finances Publiques a un vrai souci : celui des agents qui semblent être ignorés par la DG.

Les conditions de travail se dégradent et il est urgent de traiter l'ensemble de ces questions sur le fonds, au risque de voir se développer des problèmes de plus en plus graves.

Mais pour cela, il faut avant tout que cesse l'OMERTA !

fichiers: [redacted]Télécharger dl_gt_informatique_25_11_2021.pdf (272.18 Ko)

Public: Infos / actions
GT 2021
Informatique

- version PDF

Leave this field blank